

Les économistes sont perplexes

Michel Husson, *AlterEcoPlus*, 12 avril 2016

« Si vous ne comprenez pas ce qui se passe à l'économie de la zone euro, vous n'êtes pas le seul. On nous dit un jour que la croissance appartient décidément au passé ; le lendemain, que la reprise est en bonne voie ; et le troisième que la Banque centrale européenne envisage d'envoyer des chèques aux citoyens pour stimuler la production et relancer l'inflation. Rarement la situation économique n'aura été aussi confuse ».

C'est [Jean Pisani-Ferry](#), qui exprime ainsi sa perplexité (en anglais), avec une rare humilité. Jean Pisani-Ferry est le commissaire général de France Stratégie, l'héritier présomptif du Commissariat général du Plan. Mais il s'agit d'un détournement d'héritage : « Le Plan » était un lieu où pouvait se tenir le débat public entre ce qu'il est convenu d'appeler les « partenaires sociaux », et où des courants théoriques relativement divergents pouvaient se confronter. Mais tout cela a disparu : Pisani-Ferry ignore avec superbe les syndicats et donne toute leur place aux économistes néo-libéraux, se privant de la possibilité même de porter un diagnostic innovant.

France stratégie, un *think tank* d'état

France stratégie avait été chargée d'une [mission d'évaluation de la loi Macron](#). Pisani-Ferry a donc créé une Commission d'évaluation, présidée par Anne Perrot, une économiste-mathématicienne, dont le parcours est représentatif d'un certain mode de fonctionnement du monde des experts. Parmi ses (rares) publications, on trouve en 1992 un « Repère » acritique sur [Les nouvelles théories du marché du travail](#), qui ont en commun de décréter que « peu ou prou, c'est toujours à l'imparfaite flexibilité des rémunérations qu'il convient d'imputer l'existence ». Mieux vaut, sur ce point, lire ou relire [Pas de pitié pour les gueux](#), de Laurent Cordonnier, un démontage parfait - et savoureux - de ces théories où le salarié est toujours « peu ou prou » : poltron (théorie de l'aversion du risque), roublard (théorie du salaire d'efficience), paresseux (modèle du "tire-au-flanc"), ou méchant (modèle *insider-outsider*).

La prospective à la sauce modernisto-libérale

Plus récemment, France Stratégie a lancé un ambitieux projet de prospective, intitulé « 17/27 », qui vise « à élucider les enjeux de la prochaine élection présidentielle et, au-delà, ceux de la décennie 2017-2027 ». Mais ce projet n'est

soutenu par aucune volonté de faire dialoguer les acteurs sociaux, de confronter les points de vue d'économistes, de sociologues, sinon sous forme de contributions *via* Internet qui, comme les précédentes, seront passées à la moulinette d'une doxa moderniste-libérale.

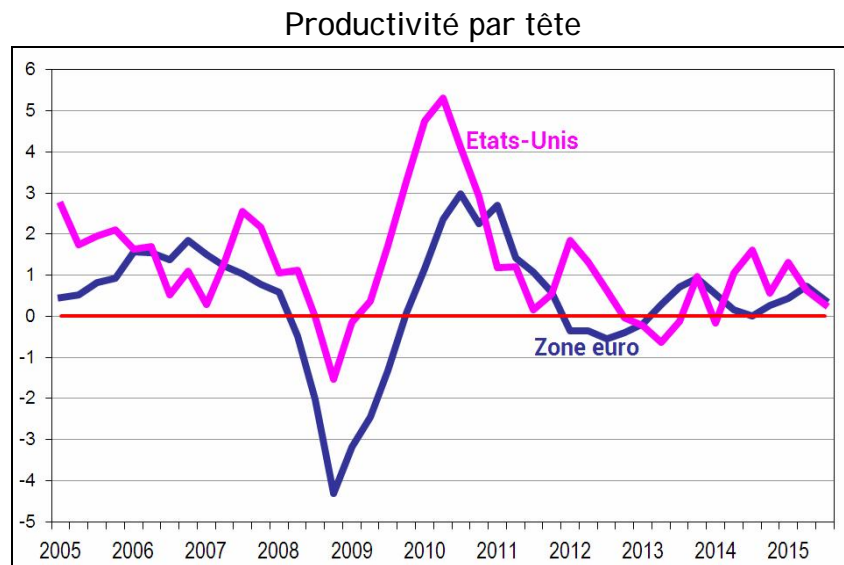
Le résultat est la production de notes thématiques qui, dans le meilleur des cas, fournissent des mises à jour synthétiques sans doute utiles aux étudiants mais qui « n'élucident » pas grand-chose. Pour le reste, on a droit à des banalités néo-libérales bas de gamme : par exemple, à la question [Compétitivité : que reste-t-il à faire ?](#), la réponse est que « le rétablissement [vers le bas] des coûts salariaux relatifs est à confirmer ».

Et quand France Stratégie innove, c'est pour lancer de douteux ballons d'essai. Le *think tank* officiel se demande par exemple si [le temps partiel est une réserve d'emplois](#), et propose de corriger l'écart existant en France « entre le taux d'emploi, notamment à temps partiel, et celui des pays européens les plus performants ». Bref, la réponse est oui.

[Les jeunes sont-ils sacrifiés par la protection sociale ?](#) A cette autre question, la réponse de France stratégie est tout aussi claire : comme « il semble difficile de réduire les transferts nets vers les plus jeunes et les individus d'âge actif », il faudra donc, dans les dix ans à venir années, organiser « une baisse du transfert net perçu globalement par les plus de 60 ans ». Pierre Volovitch a tiré de cette note une méthodologie caustique : « [Comment rédiger une \(bonne\) note pour France Stratégie ?](#) ».

Le mystère de la productivité

La perplexité du commissaire a donc peu de chances d'être dissipée, d'autant plus qu'elle est encore renforcée par le mystère du ralentissement de la productivité dont Pisani-Ferry espère qu'elle est « peut être une accalmie temporaire ou une illusion statistique ». Il est rejoint sur ce point par [Patrick Artus](#), qui s'arrache les cheveux : dans le cas de la zone euro, rappelle-t-il, ce ralentissement est souvent expliqué par « la forte protection de l'emploi, l'insuffisance de la concurrence, le vieillissement démographique, l'insuffisance de l'effort d'innovation et de modernisation du capital, le poids élevé de la pression fiscale ». Mais cela ne marche pas, puisque les Etats-Unis connaissent aussi un fort ralentissement de leurs gains de productivité « malgré une protection faible de l'emploi, une concurrence forte sur les marchés des biens et services, une population plus jeune, un effort élevé d'innovation et une pression fiscale faible ».



Et pourtant, malgré ce ralentissement des gains de productivité, les cours boursiers et les profits se rétablissent, à tel point que [The Economist](#) se demande, dans le cas des Etats-Unis, s'il n'y a pas « trop de profit ». Et c'est cette fois le lecteur qui est gagné par la perplexité quand cet hebdomadaire non hétérodoxe va jusqu'à reconnaître qu'Hillary Clinton et Bernie Sanders ont raison de dire que l'économie est "truquée" (*rigged*) car des profits trop élevés « peuvent signaler l'existence d'entreprises plus aptes à siphonner la richesse que d'en créer ».

La récession qui vient

Après la perplexité, l'inquiétude. William White est le président du comité d'examen (*Economic Development and Review Committee*) de l'OCDE. Quand il était économiste en chef à la Banque des Règlements Internationaux, il avait, avec son collègue Claudio Borio, averti des risques d'une crise avant que celle-ci n'éclate en 2008. Aujourd'hui, il pense que la situation « [est pire que ce qu'elle était en 2007](#) » et que « nous avons épuisé toutes les munitions macroéconomiques dont nous disposons pour faire face aux retournements de conjoncture ». La raison en est l'accumulation des dettes propulsées notamment par les politiques monétaires : « il a toujours été dangereux de confier aux banques centrales la tâche de régler un problème de solvabilité (...) Cela ne peut conduire qu'au désordre, et aujourd'hui nous atteignons la limite ».

La prochaine récession devrait montrer, selon White, qu'une grande partie de ces dettes « ne seront jamais honorées ni remboursées ». Les gouvernements devraient adopter une « approche plus systématique de la réduction des dettes ». Et White n'hésite pas à inciter les décideurs publics à « accorder plus d'attention à

la croissance des salaires, qui reste trop faible ». Même en langage diplomatique, c'est un message auquel l'OCDE ne nous avait pas habitués.

« Les économistes, conclut White, ont commis une profonde erreur ontologique en postulant que l'économie est compréhensible. Et ils en ont inféré que s'ils pouvaient la comprendre, ils pouvaient aussi la contrôler »

La perplexité des économistes est donc compréhensible. Le capitalisme est manifestement détraqué et rien ne semble fonctionner : « argent partout, croissance nulle part » nous disent *Le Monde* comme le *Figaro*. Dans ce contexte, la tâche des économistes devrait être, au moins, de prendre la mesure de la crise. Et chacun d'entre eux peut avoir une petite idée sur ce qu'il faudrait faire, par exemple des « annulations de dettes » pour White, ou « des investissements contribuant à limiter le réchauffement climatique » pour Pisani-Ferry. Le débat public, rêvons un peu, pourrait prendre un peu de hauteur, et constater par exemple qu'il est grand temps que l'initiative publique supplée aux défaillances du secteur privé. Mais ce n'est manifestement pas dans l'air du temps.